

QUE le mandat de M^e Jean Proteau comme membre du Tribunal administratif du Québec, affecté à la section des affaires immobilières, soit renouvelé pour cinq ans à compter du 5 janvier 1999, au salaire annuel de 87 293 \$;

QUE M^e Jean Proteau bénéficie des conditions de travail prévues au Règlement sur la rémunération et les autres conditions de travail des membres du Tribunal administratif du Québec édicté par le décret 318-98 du 18 mars 1998 et ses modifications subséquentes;

QUE M^e Jean Proteau continue de participer au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) applicable à l'égard des employés de niveau non syndicable et aux dispositions particulières de retraite prévues au décret 245-92 du 26 février 1992 et ses modifications subséquentes;

QUE le lieu principal d'exercice des fonctions de M^e Jean Proteau soit à Québec;

QUE pour la durée de son mandat, M^e Jean Proteau soit en congé sans solde total du ministère de la Justice comme cadre supérieur classe V;

QUE le présent décret prenne effet le 5 janvier 1999.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

30955

Gouvernement du Québec

Décret 1227-98, 23 septembre 1998

CONCERNANT le renouvellement du mandat de madame Julie Masson comme membre du Tribunal administratif du Québec, affectée à la section des affaires sociales

ATTENDU QUE l'article 46 de la Loi sur la justice administrative (1996, c. 54) prévoit que, sous réserve des exceptions prévues à la loi, la durée du mandat d'un membre du Tribunal administratif du Québec est de cinq ans;

ATTENDU QUE l'article 57 de cette loi mentionne que le gouvernement fixe, conformément au règlement qu'il a édicté par le décret 318-98 du 18 mars 1998 en application de l'article 56 de cette loi, la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail des membres de ce tribunal;

ATTENDU QUE l'article 59 de cette loi stipule que le régime de retraite des membres à temps plein est déter-

miné en application de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (c. R-10) ou de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (c. R-12), selon le cas;

ATTENDU QUE madame Julie Masson a été nommée de nouveau assessseure auprès de la division de l'aide et des allocations sociales de la Commission des affaires sociales par le décret 345-94 du 9 mars 1994 pour un mandat de cinq ans qui viendra à expiration le 8 mars 1999;

ATTENDU QUE conformément à l'article 26 du Règlement sur la procédure de recrutement et de sélection des personnes aptes à être nommées membres du Tribunal administratif du Québec et sur celle de renouvellement du mandat de ces membres, édicté par le décret 317-98 du 18 mars 1998, le secrétaire général associé responsable des emplois supérieurs au ministère du Conseil exécutif a formé un comité, dont il a désigné le président, pour examiner le renouvellement du mandat de madame Julie Masson;

ATTENDU QUE ce comité a transmis sa recommandation au secrétaire général associé et au ministre de la Justice;

ATTENDU QU'il y a lieu de renouveler le mandat de madame Julie Masson comme membre du Tribunal administratif du Québec;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Justice:

QUE le mandat de madame Julie Masson comme membre du Tribunal administratif du Québec, affectée à la section des affaires sociales, soit renouvelé pour cinq ans à compter du 9 mars 1999, au salaire annuel de 78 431 \$;

QUE madame Julie Masson bénéficie des conditions de travail prévues au Règlement sur la rémunération et les autres conditions de travail des membres du Tribunal administratif du Québec édicté par le décret 318-98 du 18 mars 1998 et ses modifications subséquentes;

QUE madame Julie Masson continue de participer au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) applicable à l'égard des employés de niveau non syndicable;

QUE le lieu principal d'exercice des fonctions de madame Julie Masson soit à Québec;

QUE le présent décret prenne effet le 9 mars 1999.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

30956